

MEDIATION

Semestriel
publié par
la Fondation
Hirondelle

S'INFORMER POUR COMPRENDRE, DIALOGUER POUR S'ENTENDRE

L'exil doit être choisi en dernier recours, mais il est une chance pour le droit d'informer

Considérer les médias en exil pour une organisation qui a décidé de ne pas travailler selon ce mode opérationnel n'est pas un paradoxe : c'est reconnaître que de multiples approches existent lorsqu'on veut rendre effectifs le droit et l'accès à l'information, même dans les conditions les plus difficiles.

Notre premier projet média au Rwanda en 1995, après le génocide des Tutsis, nous a appris les défis auxquels sont confronté-e-s les journalistes déplacé-e-s et exilé-e-s, tels que le maintien de la confiance et du dialogue. Radio Agatashya n'a pas obtenu de licence de diffusion au Rwanda et la station de radio était donc située à Bukavu, en République démocratique du Congo. Avant l'ère de l'internet et des téléphones portables, travailler depuis l'étranger était logistiquement et technologiquement difficile. Maintenir le contact avec les auditeur-ric-e-s, vérifier les sources d'information sur le terrain était un défi quotidien. De plus, la couverture nationale et la création d'un espace de dialogue inclusif, une priorité de la Fondation Hirondelle, étaient, et sont toujours, difficilement réalisables lorsqu'un gouvernement refuse l'installation d'un organe de presse. Nous essayons autant que possible de soutenir les médias directement dans les régions touchées par les crises. Parfois, cependant, l'escalade des atteintes à la liberté de la presse est si importante que la situation n'est plus viable. Les journalistes sont contraint-e-s de s'exiler pour échapper à l'emprisonnement, aux violences ou à la mort pour avoir simplement rapporté des faits. À la suite du coup d'État de 2021 au Myanmar, le personnel de notre partenaire, Frontier Myanmar, a dû quitter le pays et opère désormais depuis la Thaïlande. Il n'est pas exclu que cette situation affecte également d'autres régions à l'avenir. Nous devons adapter notre processus de gestion de projet et nos outils de soutien aux médias afin de mieux aider ces journalistes courageux-ses qui ne laisseront pas leur voix être réduite au silence.

Caroline Vuillemin,
Directrice générale



Une Palestinienne écoute la radio à Rafah en décembre 2023, alors que se déroule la guerre entre Israël et le Hamas. © Said Khatib / AFP

STRUCTURER LE JOURNALISME EN EXIL DANS UN MONDE PLUS AUTORITAIRE

Chaque année, des centaines de journalistes en danger, vivant dans des pays autoritaires ou en conflit, sont contraint-e-s à l'exil. Et le phénomène s'amplifie. Comment s'organiser collectivement pour les protéger, les aider à se rétablir et à exercer leur métier depuis les pays d'accueil ?

En raison de la montée des régimes autoritaires dans le monde entier (voir *Mediation*#11, « Journalisme et démocratie »), le droit humain à la liberté d'information et d'expression est en danger. L'un des principaux moyens utilisés par les régimes autoritaires pour empêcher les gens d'obtenir des informations fiables est de réprimer les professionnel-le-s qui les produisent. Au cours des dix dernières années, le nombre de journalistes emprisonné-e-s n'a cessé d'augmenter, de 236 en 2014 à 320 en 2023. Les pays les plus dangereux pour les journalistes sont aujourd'hui la Chine et le Myanmar en Asie, la Biélorussie et la Russie en Europe, l'Érythrée en Afrique, l'Iran et Israël/Palestine au Moyen-Orient. Lors de la guerre actuelle à Gaza, 77 journalistes ont été tué-e-s dans les trois derniers mois de 2023 : un chiffre record pour un seul pays en une seule année.

Pour échapper à la mort, aux blessures, à l'emprisonnement, aux menaces sur leurs familles, de plus en plus de journalistes sont contraint-e-s à l'exil. Leur nombre exact est difficile à établir mais, l'année dernière, des centaines d'entre eux ont contacté des ONG des médias telles que le Comité pour la protection des journalistes (CPJ, basé à New York), Reporters sans frontières (Paris) ou International Media Support (Copenhague), qui peuvent les aider à quitter leur pays d'origine. Selon le CPJ, le nombre de journalistes demandant une aide à l'exil a plus que triplé entre 2020 et 2023. L'année dernière, ces journalistes en danger venaient principalement de 12 pays autoritaires ou en conflit dont l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Soudan ou l'Ukraine. La plupart d'entre eux cherchent à fuir vers l'un des 51 pays de la Coalition pour la liberté de l'information, principalement situés en Europe et en Amérique, qui se sont unis en 2019 pour défendre la liberté des médias et la sécurité des journalistes... même s'ils ne parviennent pas toujours à leur délivrer des visas en urgence.

Mais l'éloignement n'est pas toujours synonyme de sécurité. Les tentacules des régimes autoritaires et des intérêts douteux dépassent les frontières, et les êtres chers restés au pays peuvent subir des représailles. Ce numéro de *Médiation* donne la parole à des journalistes exilé-e-s de Gaza, d'Érythrée, du Myanmar et de Russie, qui partagent leurs parcours d'exil et leurs réflexions sur leur façon de rendre compte de la réalité tout en gardant la tête froide dans les circonstances les plus éprouvantes. Il est dédié à la mémoire de Christophe Deloire, ancien directeur de Reporters sans frontières (2012-2024), décédé en juin dernier, qui a tant fait au cours des douze dernières années pour promouvoir le droit universel à une information fiable et pour protéger les journalistes en danger dans le monde entier. ■

Entretiens

LES GENS NE DEVRAIENT PAS ÊTRE LAISSÉS À LA PROPAGANDE

© Daniel Thuéler



Ekaterina Glikman est co-fondatrice et première rédactrice en chef adjointe du média russe en exil Novaya Gazeta Europe, plateforme en ligne lancée en avril 2022. Elle vit actuellement en Suisse. Auparavant, elle a travaillé pendant plus de 20 ans pour le journal russe indépendant Novaya Gazeta.

Pendant plus de 30 ans, Novaya Gazeta a été le plus grand média indépendant de Russie et l'une des dernières publications à demander des comptes au Kremlin. Qu'est-ce qui vous a poussé à vous exiler ?

Ekaterina Glikman : Depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, sept employé-e-s de Novaya Gazeta ont été assassiné-e-s pour avoir fait leur travail, mais malgré cela, le journal a continué à publier. Après le début de l'invasion de l'Ukraine décidée par Poutine en février 2022 et après qu'il a imposé la censure militaire en mars 2022, la liberté de la presse a cessé d'exister en Russie. Notre logique est la suivante : s'il n'est pas possible de fournir aux Russes des informations véridiques en Russie, il faut le faire depuis l'étranger. Les gens ne devraient pas être abandonnés à la propagande, personne ne le mérite. Au moins la moitié des



La rédaction de Novaya Gazeta Europe, média russe en exil. © Novaya Gazeta Europe

Russes sont opposé-e-s à la guerre, mais ils et elles ne peuvent exprimer leur opinion d'aucune manière et elle n'est représentée nulle part. Le journalisme indépendant est leur seule voix, leur seul lien avec l'information réelle, avec le reste du monde.

Comment se déroule un reportage à l'extérieur du pays : comment accéder à des informations fiables et maintenir les liens avec votre public ?

De nombreux reporters sont restés en Russie, même s'ils y sont en danger, ils travaillent secrètement pour nous. Nous cachons leur identité en utilisant des pseudonymes. Nous les cachons même à notre propre équipe. Les reporters qui courent le plus de risques ne sont connus que d'un ou deux membres de notre équipe. Nous essayons de protéger autant que possible nos sources d'information vis-à-vis de la Russie. Nous vérifions également les documents et essayons de contrer la désinformation de l'État par des faits. Je suis très inquiète pour mes collègues et informateurs qui sont encore en Russie. Chacun d'entre eux risque des années, voire des décennies, d'emprisonnement pour avoir collaboré avec notre média, car nous avons été qualifiés d'« organisation indésirable », c'est-à-dire de criminels. Et les personnes courageuses, qui nous fournissent des informations depuis les territoires ukrainiens occupés par les troupes russes, risquent leur vie.

Notre objectif est d'atteindre le public russe avec des informations basées sur les faits, pour contrer la censure, la propagande et la désinformation provenant du Kremlin. Nos lecteur-ric-e-s en Russie contournent les blocages (naturellement, notre site web est bloqué !) en utilisant des services VPN. Nous utilisons également les médias sociaux, qui ne sont pas encore bloqués en Russie (par exemple Telegram et YouTube), pour informer et sensibiliser les Russes. Un exemple frappant : en l'espace de

deux ans, nous avons publié des newsletters pour les prisonniers russes et nous avons acquis une bonne réputation derrière les barreaux. Nous avons ainsi été le premier média à pouvoir révéler au monde les détails de la mort d'Alexei Navalny. Dans cette lointaine colonie de l'Arctique russe, nos lecteurs sont également devenus nos sources d'information.

Quels sont les effets psychologiques de travailler en exil ?

La plupart de nos journalistes ont quitté le pays du jour au lendemain. Depuis, ils couvrent principalement la guerre en Ukraine et la répression en Russie sept jours sur sept, ne quittant que rarement la salle de rédaction. Nos 70 reporters sont très jeunes et vivent en exil depuis deux ans, sans aucune perspective de retour en Russie. Ils ne savent pas quand ils reverront leurs proches et leurs parents, ce qui est très difficile pour eux. Reconnaître leurs difficultés psychologiques est tout aussi important que de leur fournir une sécurité physique.

La surveillance numérique des journalistes en exil devient alarmante. Comment gérez-vous cette situation ?

Il y a deux aspects à prendre en compte. Premièrement, nous avons déjà pris l'habitude de faire face aux menaces des autorités russes. Malheureusement, les services de renseignement occidentaux ne sont pas en reste : le logiciel espion Pegasus a été trouvé sur les appareils des journalistes en exil. Le second fait nous a transformés en sceptiques bienveillants. ■

Je suis très inquiète pour mes collègues et informateurs qui sont encore en Russie



**AMANUAL GHIRMAI
(Erena Radio) :**

« RECUEILLIR
DES INFORMATIONS
FIABLES EN
PROVENANCE
D'ÉRYTHRÉE
EST ÉPUI sant »

Créée en 2010 à l'initiative de Reporters sans frontières et de journalistes érythréens en exil, Erena est une chaîne de radio basée à Paris. Elle diffuse des informations, des analyses, de la musique, et donne la parole au public à travers des émissions « Open Mic ». Amanual Ghirmai, directeur d'Erena, vit en exil depuis 15 ans.

« Vivre en exil est épuisant. Faire des reportages en exil est épuisant, car l'Érythrée est un pays lointain et très fermé. Il n'est pas facile d'obtenir des informations, cela prend beaucoup de temps et demande beaucoup d'efforts. Nos journalistes ne peuvent pas travailler en tant que tels dans le pays. Et Internet ne fonctionne pas en Érythrée, ou alors très mal et seulement dans les lieux publics, si bien qu'il est impossible d'avoir des communications privées de façon sécurisée. De plus, les gens ont peur de nous parler : ils savent que le gouvernement pourrait les harceler. Tout cela implique que nous ne pouvons pas obtenir d'information fiable rapidement depuis notre pays d'origine. Nous travaillons donc principalement dans des camps de réfugié-e-s en Éthiopie et au Soudan, où nous pouvons obtenir de bonnes informations de la part de réfugié-e-s érythréen-ne-s arrivé-e-s depuis peu. Pour confirmer ces informations, nous avons développé un solide réseau d'informateurs ou « journalistes citoyens », en fait des personnes qui ont l'occasion de se rendre dans le pays en tant que commerçant-e-s ou collaborateur-ices d'ONG.

Nous couvrons également l'actualité de la diaspora, avec un réseau de correspondant-e-s dans tous les pays où il y a une forte communauté érythréenne : Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis, Canada, Ouganda, Éthiopie et Soudan. Nous donnons la parole à notre public situé en dehors de l'Érythrée, afin de faire entendre leur voix dans leur pays. Nous voulons créer davantage de liens entre Érythréen-ne-s de l'intérieur et de l'extérieur.

En Érythrée, nos programmes sont diffusés par satellite. Tout le monde peut les écouter avec un simple poste de télévision équipé d'une antenne parabolique, ou avec une radio transistor sur ondes courtes. Il n'est pas formellement interdit d'écouter Erena, mais les gens essaient de le faire discrètement. Il est difficile de recueillir des données précises sur notre audience à l'intérieur du pays. Notre dernière étude d'audience remonte à 2017, réalisée principalement dans les camps de réfugié-e-s. Elle conclut que nous sommes suivis surtout dans les villes érythréennes, où 500 000 personnes écoutent Erena chaque semaine, ce qui est beaucoup pour un pays de 3,5 millions d'habitants.

C'est long, quinze ans d'exil. Lors de la création d'Erena, nous aurions préféré nous installer plus près de notre pays, à Djibouti, en Éthiopie ou au Soudan. Mais ce n'était pas possible pour des raisons de sécurité. Et ce n'est toujours pas possible aujourd'hui. Mon rêve est qu'un jour Erena soit basée à Asmara, la capitale de l'Érythrée, et qu'elle soit dirigée par une jeune génération de journalistes érythréen-ne-s. » ■



**YOUNNA EL SAYED
(Al Jazeera English) :**

« J'AI DÛ FUIR
SIX FOIS EN
TROIS MOIS »

Journaliste palestinienne-égyptienne, Youmna El Sayed est la correspondante d'Al Jazeera English à Gaza. En exil au Caire depuis janvier, elle raconte les dangers qu'elle a dû affronter en tant que reporter et mère de famille dans un conflit très meurtrier pour les civils, et comment elle tente de s'en remettre.

« Je vivais à Gaza avec mon mari et nos quatre enfants âgés de 12, 11, 8 et 5 ans. Lorsque la guerre a éclaté début octobre, les bombardements ont été indiscriminés, nous ne savions pas où nous mettre à l'abri. En tant que journalistes, nous avons été attaqué-e-s par les forces israéliennes, qui voulaient nous faire taire. Nos bureaux, nos maisons et nos quartiers ont été la cible de frappes directes. En trois mois, j'ai dû fuir six fois avec ma famille. Après avoir évacué vers le sud de Wadi Gaza au début de la guerre, nous avons décidé de retourner à notre appartement dans la ville de Gaza : nous manquions d'eau et d'électricité dans le sud et, si nous devions mourir, au moins que cela soit dignement. Une autre fois, nous avons dû fuir vers Khan Younes en marchant 6 à 7 km avec mes enfants, au milieu des fusillades et entre les corps de familles entières tuées, gisant encore au sol. Et lorsque nous sommes arrivés à Rafah, l'hiver commençait, il n'y avait plus de vêtements chauds à acheter, mon plus jeune enfant avait froid.

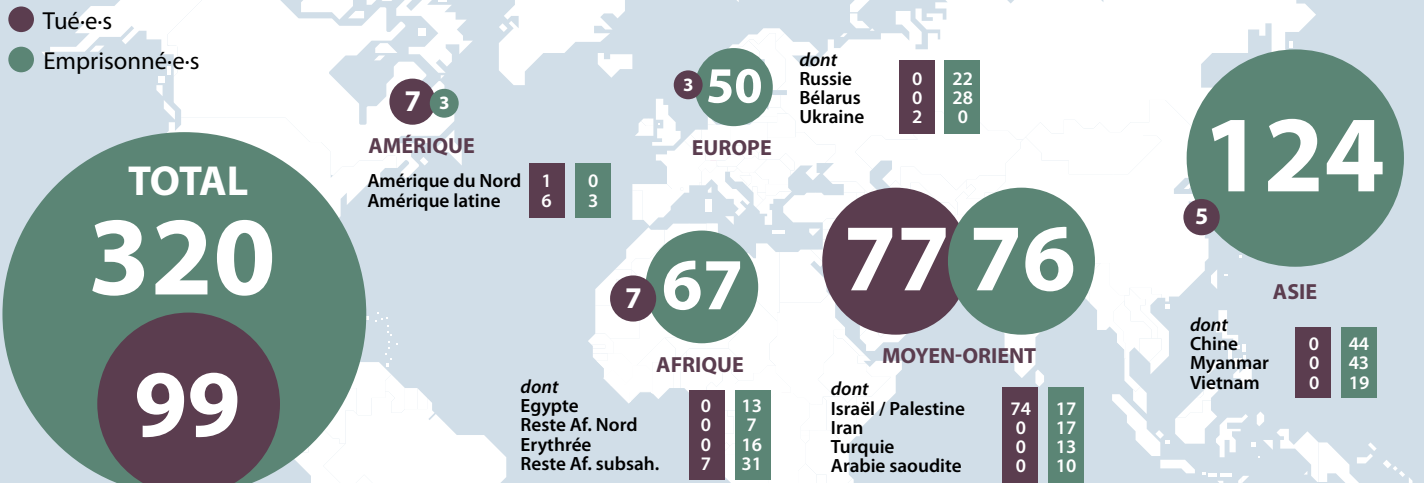
Enfin, grâce à mon père qui pouvait exercer des pressions en Égypte et payer beaucoup d'argent, nous avons réussi à être évacués vers Le Caire.

Aujourd'hui, j'essaie de récupérer physiquement et mentalement. Je suis toujours en poste à Al Jazeera, qui me laisse le temps de me reposer. Mais je ne peux pas faire de reportages, car Al Jazeera n'a pas de licence pour travailler en Égypte. Ma situation et mon avenir sont très incertains. Toute la bande de Gaza a été détruite et est devenue invivable : il n'y a plus de routes, plus d'hôpitaux, plus d'écoles. Après avoir perdu une année entière, mes enfants ne savent toujours pas s'ils pourront aller à l'école en Égypte ou ailleurs en septembre. Par-dessus tout, j'essaie de surmonter ma culpabilité d'avoir survécu. J'ai fait de mon mieux pour rendre compte de ce qui se passait à Gaza mais, à un moment donné, j'ai décidé de partir en tant que mère, pour sauver mes enfants. Maintenant, c'est important pour moi de témoigner, de donner des conférences et des interviews, pour sensibiliser le monde entier sur la situation à Gaza. Beaucoup de mes collègues travaillent encore dans la bande de Gaza, ils ont dû à nouveau se déplacer vers l'hôpital Al Aqsa au centre du territoire après avoir reçu l'ordre d'évacuer Rafah. Ils continuent de travailler, dans des conditions désastreuses et avec le minimum pour vivre. » ■

En chiffres

Le Moyen-Orient, région la plus dangereuse du monde pour les journalistes

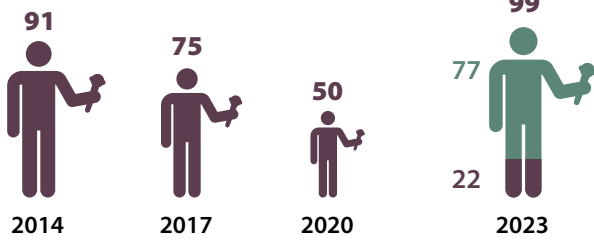
Journalistes et travailleur-se-s des médias tué-e-s ou emprisonné-e-s en 2023



Source : Comité pour la protection des journalistes (CPJ). Journalistes et travailleur-se-s des médias tué-e-s durant l'année 2023. Journalistes emprisonné-e-s au 1^{er} décembre 2023.

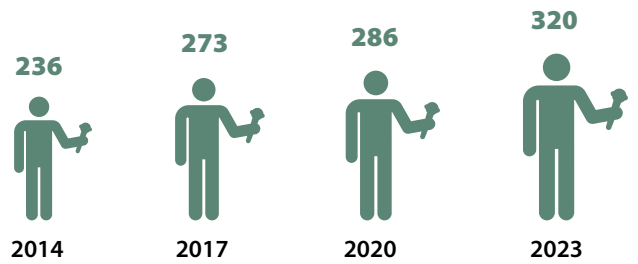
Moins de journalistes tué-e-s mais plus de journalistes emprisonné-e-s depuis 10 ans

Journalistes et travailleur-se-s des médias tué-e-s dans le monde



* dont 77 à Gaza

Journalistes emprisonné-e-s dans le monde



Source : CPJ. Journalistes emprisonné-e-s au 1^{er} décembre de chaque année.

Journalisme en exil : un phénomène en hausse, quoique difficile à mesurer

« L'ampleur précise du problème est difficile à évaluer, en l'absence de données provenant des États d'accueil. »

Journalistes en exil, Rapport de la Rapporteuse spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, **Irene Khan**, Conseil des droits de l'homme des Nations unies, avril 2024.

« Le nombre total de journalistes en exil est inconnu. »

Lucy Westcott, directrice des situations d'urgence du CPJ, 16 juin 2023.



70%
Part des journalistes en exil parmi les centaines de demandes d'assistance reçues par CPJ et Reporters sans frontières en 2023



+ 227%
Croissance du nombre de journalistes en exil ou en demande d'exil aidés par le CPJ entre 2020 et 2023



12
Pays* de résidence des journalistes ayant demandé une assistance à l'exil à la coalition d'ONG Journalists in Distress entre juin 2023 et mai 2024



+10 ans
Durée moyenne d'exil des journalistes selon International Media Support

*Afghanistan, Azerbaïdjan, Biélorussie, Burkina Faso, Éthiopie, Iran, Myanmar, Palestine, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Ukraine

Notre expérience

DOH ATHAN :
UN PODCAST
SUR LES DROITS
HUMAINS QUI
PERSISTE, MÊME
EN EXIL

Deux hommes déplacés écoutent la radio dans un abri à Danai, au nord du Myanmar. © Ye Aung Thu / AFP



Zar Ni est reporter pour Doh Athan « Nos voix », un podcast hebdomadaire de 10 minutes produit et diffusé par la Fondation Hiredelle et Frontier Myanmar. Doh Athan couvre les questions relatives aux droits humains au Myanmar. Après le coup d'État de 2021, l'équipe a dû quitter le pays et travaille désormais depuis la Thaïlande.

À l'origine, Doh Athan était produit au Myanmar, pourquoi avez-vous dû partir du pays ?

Zar Ni : L'événement déclencheur a été le coup d'État en février 2021. À ce moment-là, je travaillais déjà comme reporter à Doh Athan « Nos voix ». La brutalité s'est alors abattue sur les entreprises médiatiques au Myanmar. Des officiers ont perquisitionné, et même arrêté, certaines personnes qui travaillaient dans les médias. Ce coup d'État nous a posé de sérieux problèmes. Mes voisins directs étaient une famille de militaires et l'école en face de chez nous était occupée par des soldats. Je ne pouvais plus utiliser internet chez moi et, durant plusieurs mois, j'ai dû travailler de nuit, au bureau de mon père. La situation devenait de plus en plus difficile. En continuant mon travail en tant que reporter, je me mettais

moi-même et ma famille en danger. J'ai dû m'exiler en Thaïlande avec le reste de l'équipe, comme la grande majorité des journalistes birmanes. La plupart ont fui après le coup d'État de 2021.

Cela fait maintenant deux ans que vous êtes loin de votre famille. Qu'est-ce qui vous motive à poursuivre votre travail de journaliste malgré les sacrifices ?

Après le coup d'État de 2021, la plupart de mes amis se battaient pour la démocratie. À cette époque, je me demandais si le journalisme servait encore au pays. L'un de mes collègues, plus jeune que moi et n'exerçant pas le métier de journaliste, m'a demandé une interview avant mon départ. Je lui ai répondu que je ne voulais plus travailler en tant que journaliste : « Mes histoires sont-elles utiles au pays ou non ? » Il m'a répondu : « Vous faites un excellent travail, vous écrivez l'histoire. » Lorsque j'ai entendu cela, j'ai pensé que je devais continuer mon travail en tant que journaliste, écrire l'histoire, m'assurer qu'elle est exacte, sans parti pris. Chaque fois que nous produisons une histoire, elle doit être exacte et non biaisée, et nous devons enregistrer l'histoire de manière claire. À partir de ce moment-là, je me suis principalement concentrée sur mon rôle de journaliste indépendante, en m'intéressant aux gens.

Quels sont les principaux défis à relever lorsqu'on écrit depuis l'extérieur ?

L'un des défis du travail en exil est la confiance. Au début, je me suis surtout appuyée sur mes contacts personnels. Mais, plus le temps passe, plus ils déménagent ou ont peur de s'exprimer. Je dois aussi parfois cacher ma profession pour ne pas mettre ma famille en danger. Travailler aujourd'hui pour Doh Athan représente un vrai avantage. L'émission a remporté le Human Rights

Press Award, ce qui inspire confiance. Le bouche-à-oreille nous permet de maintenir le contact avec la population locale, y compris les plus vulnérables comme les Rohingyas. Nous faisons de notre mieux, mais nous ne pouvons évidemment pas travailler comme nous le faisons avant le coup d'État.

Plus que les développements politiques, Doh Athan raconte les histoires de gens ordinaires

Au Myanmar, les gens utilisent principalement Facebook pour s'informer, même si YouTube, Telegram et la radio constituent des alternatives. Le compte Facebook Doh Athan atteint 120 000 followers. Les gens écoutent également notre émission sur Voice of America, diffusée à des millions d'auditeurs dans tout le pays. D'après les statistiques de Facebook, les jeunes personnes habitant en ville suivent particulièrement le podcast.

Comment assurez-vous la viabilité financière et la durabilité du podcast Doh Athan ?

Les médias en exil dépendent de financements extérieurs. Malheureusement, au Myanmar, ce financement diminue car le pays devient peu à peu une crise oubliée et le rôle des médias dans la prévention des conflits n'est pas pris au sérieux. Doh Athan est unique dans ses productions. Alors que d'autres organes d'information relatent les événements politiques, Doh Athan met en avant les histoires de personnes ordinaires et les violations des droits humains qui s'aggravent d'année en année. Des programmes comme le nôtre permettent aux populations locales d'exprimer leurs opinions et de recevoir des informations provenant de sources fiables. ■

Témoignage

UN MANQUE DE VISAS D'URGENCE POUR SE RENDRE DANS DES PAYS SÛRS

Depuis 40 ans, le **Comité pour la protection des journalistes (CPJ)**, basé à New York, protège les journalistes et la liberté de la presse dans le monde entier. **Lucy Westcott**, la directrice des situations d'urgence, décrit les besoins des journalistes en exil et l'aide que le CPJ peut leur apporter.

Quelles sont les conditions générales de sécurité des journalistes dans le monde ?

Lucy Westcott : Les journalistes du monde entier sont confronté-e-s à toute une série de problèmes de sécurité physique, numérique et psychosociale, surtout lorsqu'ils couvrent des guerres, des émeutes, des manifestations et des élections. 99 journalistes et professionnel-le-s des médias ont été tué-e-s en 2023, dont 77 dans la seule guerre menée par Israël à Gaza, et des centaines ont été blessé-e-s. En décembre 2023, 320 journalistes étaient emprisonné-e-s, dont 36 % en Chine, au Myanmar ou en Biélorussie.

Les journalistes sont également confronté-e-s à des menaces et au harcèlement, tant en personne qu'en ligne. Les problèmes de sécurité numérique comprennent les insultes, la divulgation malveillante d'informations personnelles, le piratage et l'utilisation de fausses informations ou images pour discréditer les journalistes et leurs organes de presse. Le CPJ a également documenté des menaces judiciaires contre des journalistes, souvent conçues pour les réduire au silence et comme des armes pour attaquer la liberté de la presse.

Pour échapper à ces menaces, de nombreux-ses journalistes sont contraint-e-s à l'exil chaque année, ou déplacé-e-s dans leur propre pays. Au cours des trois dernières années, le niveau d'assistance à l'exil fourni par le CPJ a augmenté de 227 %, passant de 63 journalistes aidé-e-s en 2020 à 206 en 2023.

Pourquoi y a-t-il de plus en plus de journalistes contraint-e-s à l'exil ?

Cela est dû principalement à la montée de l'autoritarisme dans le monde, ainsi qu'à l'augmentation des conflits. Dans des pays comme l'Iran ou la Russie, où il est très dangereux d'exercer le journalisme de façon indépendante, les journalistes fuient pour échapper aux menaces qui pèsent sur eux, leur famille et leurs collègues, ainsi qu'aux peines de prison prononcées contre leur travail.



Lucy Westcott © Ahmed Gaber

Et des pays comme l'Éthiopie, le Nicaragua, le Soudan, le Myanmar, l'Ukraine ou l'Afghanistan continuent de traverser des crises longues qui ont d'énormes répercussions sur la liberté de la presse et la vie des journalistes. Ces dernières années, de nombreux-ses journalistes de ces pays ont fui vers des pays plus sûrs. Toutefois, l'absence de voies d'accès solides et efficaces vers des pays sûrs, ainsi que les menaces de répression transnationale, font que les journalistes en exil restent souvent dans des situations précaires.

Quelle aide le CPJ leur apporte-t-il, et que reste-t-il à faire ?

Le CPJ fournit des bourses d'assistance individuelle aux journalistes en exil. Lorsque les journalistes s'exilent pour la première fois, ces bourses les aident à couvrir leurs besoins de base : loyer, factures, nourriture, transport, frais de communication et vêtements chauds. Le CPJ aide à couvrir les frais de transport pour se rendre dans un pays sûr. L'assistance à l'exil reste le plus grand domaine d'aide financière directe du CPJ aux journalistes.

À moins que les journalistes en exil n'aient la double nationalité, un de leurs besoins particulièrement importants est l'amélioration des procédures d'urgences pour obtenir un visa afin de fuir rapidement leur pays d'origine. De nombreux-ses journalistes en exil sont également confronté-e-s à des problèmes de santé mentale. Il reste encore beaucoup à faire pour trouver des moyens plus adaptés et efficaces afin d'aider les journalistes à répondre à ce besoin. ■

Les journalistes en exil restent dans des situations précaires, confronté-e-s à la répression transnationale et à des problèmes de santé mentale

La Fondation Hironnelle est une organisation suisse à but non lucratif qui fournit de l'information à des populations confrontées à des crises, pour leur permettre d'agir dans leur vie quotidienne et citoyenne. Par notre action, plusieurs millions de personnes dans des pays en guerre, des contextes de post-conflit ou de crise humanitaire, et des sociétés en transition démocratique ont accès chaque jour à des médias qui leur parlent, et qui les écoutent.

Impressum

Médiation

Semestriel publié par la Fondation Hironnelle

Directrice de la publication : Caroline Vuillemin

Conception, rédaction : Céline Kohlprath Benjamin Bibas / la fabrique documentaire

Conception graphique : Marek Zielinski

Traductions : Benjamin Bibas / la fabrique documentaire Laura Bock

Impression : Groux & Graph'style

Avenue du Temple 19C
1012 Lausanne, Suisse

hirondelle.org
info@hirondelle.org
T. + 41 21 654 20 20

Pour nous aider :
Crédit Suisse Lausanne
BIC - SWIFT : CRESCHZZ80A
IBAN :
CH32 0483 5041 8522 8100 4

ISSN 2624-8840 (Print)
ISSN 2624-8859 (Online)